

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 04/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALEXANDRALOG FRNE05**

3-5 rue St Georges  
Tmf Pôle  
75009 Paris

Références : WOIPPY\_ALEXANDRALOG\_2026-03-04\_RAPVI-echeances\_MH\_02593  
Code AIOT : 0006202004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement ALEXANDRALOG FRNE05 implanté 171 Route de Thionville 57140 Woippy. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un contrôle du suivi des échéances, suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2024-7 du 18 janvier 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALEXANDRALOG FRNE05

- 171 Route de Thionville 57140 Woippy
- Code AIOT : 0006202004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt sis 116 route de Thionville à Woippy (57140) et autorisé initialement au bénéfice de la société Faure et Machet (devenue FM Logistic le 5 décembre 2002) par arrêté préfectoral n° 94-AG/2-097 du 24 février 1994 a fait l'objet de changements d'exploitant successifs : la société AlexandraLog FRNE05 a informé la préfecture par courrier le 24 décembre 2018 du changement d'exploitant à son bénéfice.

L'activité du site, composée d'une plateforme logistique comportant 9 cellules et de locaux administratifs, est notamment encadrée au titre des ICPE par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-DEDD/IC-407 du 8 décembre 2006 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire DCAT/BEPE/n°2025-135 du 15 avril 2025 ;
- l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 15/04/2025, article 1.8	/	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Produits	AP de Mise en	Avec suites, Mise en	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockés	Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	demeure, respect de prescription	demeure
3	Système de brumisation (protection SNCF)	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Adduction des eaux dédiées à la défense incendie	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Rétention des eaux d'extinction d'incendie	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Eaux d'incendie	AP Complémentaire du 15/04/2025, article 1.11	/	Sans objet
8	Stockage extérieur	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Rejets des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Stockage des déchets	AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate :

- le retour à la conformité pour les prescriptions relatives à la nature des produits stockés, à la vérification et l'entretien du système de brumisation, à l'adduction en eau, à la rétention des eaux d'extinction d'incendie, au stockage extérieur de matériaux combustibles, au plan des réseaux, aux rejets des eaux pluviales et au stockage des déchets ;
- des éléments satisfaisants pour la prescription relative à l'état des matières stockées.

Compte tenu des constats, l'inspection propose de lever la mise en demeure du 18 janvier 2024 mais demande à l'exploitant de lui transmettre des éléments complémentaires.  
Concernant le point de contrôle n°5 (Moyens de lutte contre l'incendie), l'exploitant doit transmettre à l'inspection des éléments justificatifs à la suite de la mise en œuvre d'actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.4.I de l'annexe II : sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]</li> </ul> <p><u>Article connexe :</u> Point 1.4.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des</p>

installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier du 10 janvier 2024, son engagement à établir un état des matières stockées.

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- que l'état des matières stockées présenté par l'exploitant est incomplet et ne comporte notamment pas les éléments suivants :
  - un état général des stocks présents sur le site, ni des stocks exploités par chacun des locataires ;
  - un état des stocks par grande famille de produits ;
  - l'identification des matières dangereuses ;
  - les modalités concernant la mise à disponibilité de cet état auprès des services ;
- que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter efficacement un état des matières stockées mis à jour de manière hebdomadaire et les fiches de données de sécurité (FDS) pour les matières dangereuses ;
- que l'exploitant a présenté à l'inspection un état des matières stockés sous format synthétique.

Suite à la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection, par visioconférence du 13 février 2026, une solution numérique de suivi de gestion de l'état des matières stockées. L'application de cette solution sur site est définie en 3 étapes :

- Le paramétrage : intégration du contexte réglementaire ICPE du site (classification des rubriques) et identification et spécificités des stockages au regard notamment de la présence des matières dangereuses ;
- L'exploitation : la transmission et la mise à jour automatique des données afin de respecter les fréquences d'inventaires réglementaires ;
- La visualisation : mise à disposition des données pour usage interne et externe avec accessibilité et diffusion des données en cas d'accident/incident ou sur demande de

l'administration.

Conformément à la solution numérique retenue, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 16 février 2026 :

- une extraction hebdomadaire de l'état général des matières stockées sur site et des stocks présents pour chacun des locataires. L'inspection constate que cette extraction présente :
  - une information globale concernant le taux de remplissage de l'entrepôt (volume et poids) ;
  - un volet réglementaire incorporant les documents réglementaires du site et la possibilité d'archivage des FDS des produits stockés ;
  - les coordonnées des différents interlocuteurs (exploitant, locataires, administration et télésurveillance) ;
  - une description générique des stockages sur chacune des cellules et par rubriques ; famille de matières, tonnage présent, présence de matières dangereuses (incluant les mentions de danger), les limites de stockage (tonnage et volume) ;
  - le détail des produits par cellule : rubrique concernée (le cas échéant : identification des produits comportant une batterie, tonnage, volume, localisation).
- la consigne à destination de ses locataires décrivant les modalités à la gestion de l'état des stocks des produits (version 1 du 13 février 2026), qui précise :
  - la fréquence de mise à jour de l'état des stocks de manière quotidienne (pour les matières dangereuses et les cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles) et hebdomadaire pour les autres stockages ;
  - l'accessibilité de l'état des stocks via lien internet ou par l'intermédiaire d'un QR code et les coordonnées des référents sur site ;
  - les modalités organisationnelles de transmission des données par les locataires sur le logiciel numérique.

Dans son courriel précité, l'exploitant a également précisé :

- annexer cette consigne dans son POI ;
- sensibiliser l'ensemble des locataires sur l'appropriation de cette consigne et à l'utilisation de l'outil numérique de suivi de l'état des stocks

Enfin, l'exploitant s'est engagé à tenir à disposition des différents services, un état des matières stockées sous format numérique.

Compte tenu des constats et engagements de l'exploitant, l'inspection considère qu'il a répondu de manière satisfaisante à la mise en demeure et que celle-ci peut être levée.

Il est néanmoins nécessaire que l'exploitant complète l'enregistrement des FDS dans son logiciel et formalise sa proposition concernant la mise à disposition d'un état des matières stockées auprès des autorités et du service d'incendie et de secours.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous 1 mois :

- les éléments justifiant l'enregistrement et la consultation des FDS pour les matières dangereuses ;
- les modalités de mise à disposition d'un état des matières stockées auprès des autorités et du service d'incendie et de secours sous format numérique.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nature des produits stockés
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article I.2 : sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]</li> </ul> <p><u>Article connexe:</u> Article I.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié : [...] D'autres produits peuvent être stockés sous réserve que les effets thermiques et toxiques générés par un incendie généralisé n'atteignent pas les seuils des effets irréversibles en dehors des limites du site. Des effets thermiques entre 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> pourront néanmoins sortir des limites du site à condition qu'ils soient compris dans l'enveloppe des effets thermiques générés par l'incendie généralisé de matériel informatique et que le système de brumisation prescrit à l'article 1 de l'AP du 08/12/06 permette d'en protéger les voyageurs circulant sur les voies ferrées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 qui abroge les dispositions antérieures de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié, l'inspection constate que la mise en demeure concernant la conformité sur la nature des produits stockés n'est plus applicable et que la mise en demeure actée par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2024 peut être levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Système de brumisation (protection SNCF)

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification et entretien



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2024

**Prescription contrôlée :**

La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]

- Arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 susvisé, article 1 : sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]

**Article connexe :**

Article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2006 susvisé :

L'exploitant "met en place et rend opérationnel [...] un dispositif de protection des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs contre le risque d'incendie au niveau de son entrepôt de Woippy"

**Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier du 10 janvier 2024, son engagement à rendre opérationnel son système de brumisation dans les meilleurs délais.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du système de brumisation, alimenté par un groupe motopompe.

L'exploitant a communiqué le dernier rapport de maintenance de cet équipement du 30 novembre 2025 (N° d'affaire C11731572), établi par la société "Pellegrini énergie et maintenance".

A la consultation de ce rapport, l'inspection constate :

- que l'équipement a été mis en service en février 2024 ;
- que l'équipement a été vérifié lors d'une précédente maintenance le 2 octobre 2024 ;
- que le rapport de maintenance de 2025 ne relève pas de défauts et conclut à l'absence d'observation.

L'inspection constate le retour à la conformité pour la prescription contrôlée : la mise en demeure afférente peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : Adduction des eaux dédiées à la défense incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Adduction en eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024

#### Prescription contrôlée :

La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]

- Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article VII.1 c) (partiel) : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]

#### Article connexe :

Article VII.1.c) (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé :

[...] - le débit minimum devra être de 360 m<sup>3</sup>/h à une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars, et ceci, indépendamment du fonctionnement de l'installation sprinklers. [...]

#### Constats :

Compte tenu de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 qui modifie les dispositions antérieures de l'article VII.1.c de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié, l'inspection constate que la mise en demeure concernant la conformité sur la défense incendie n'est plus applicable et que la mise en demeure actée par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2024 peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/04/2025, article 1.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Défense incendie

#### Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article VII.1.c de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié susvisé sont modifiées comme suit :

« Les besoins en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie sont de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures conformément au guide D9 dans sa version de 2001.

La défense incendie de l'établissement est assurée par dix poteaux d'incendie DN 100 ainsi que deux réserves incendie de 240 m<sup>3</sup> chacune, situées en dehors des zones d'effets thermiques supérieures ou égales à 3 kW/m<sup>2</sup>.

Ces poteaux d'incendie sont judicieusement répartis sur le pourtour du bâtiment. La distance maximale entre les bornes d'incendie et l'entrepôt (par les voies de communication) est de 100 m. Le débit minimum est de 120 m<sup>3</sup>/h à une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars. Le débit est nécessaire pour alimenter simultanément les 10 poteaux incendie.

Le site est également protégé du risque incendie par un système d'extinction automatique

assurée par une réserve de 2 × 450 m<sup>3</sup>. »

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- la présence des poteaux incendie répartis sur le pourtour du bâtiment ;
- l'absence de signalisation identifiant l'ensemble des poteaux incendie ;
- la présence d'une première réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> située au Nord du site ;
- l'absence de la deuxième réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> située au Sud du site : l'exploitant a précisé avoir engagé des actions correctives sur ce point et être en attente de réception d'une nouvelle réserve incendie suite à un défaut constaté sur la réserve initialement installée ;
- la présence d'une réserve dédiée au fonctionnement du système d'extinction automatique.

Lors de la visite, l'exploitant a communiqué le dernier rapport de vérification des 10 poteaux incendie mentionnant une date d'intervention le 16 juin 2025 par la société NSTI. Ce rapport souligne :

- la conformité des essais réalisés sur l'ensemble des poteaux ;
- l'absence de signalisation permettant d'identifier l'ensemble des poteaux : l'exploitant s'est engagé à corriger ce point auprès de l'inspection dans les meilleurs délais.

Par courriel du 23 février 2026, l'exploitant a communiqué à l'inspection une photographie montrant l'installation de la deuxième réserve incendie au Sud du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des engagements de l'exploitant, l'inspection ne propose de mise en demeure à ce stade mais demande de justifier, sous 15 jours, la mise en œuvre de la signalisation identifiant l'ensemble des poteaux incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 6 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024

**Prescription contrôlée :**

<p>La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article IX.2.5 (partiel) : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]</li> </ul> <p><u>Article connexe :</u> Article IX.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié : "Les éventuellement eaux d'extinction devront pouvoir être retenues dans des bassins de rétention offrant un volume total de 23 000 m<sup>3</sup>. [...]"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu de l'article 1.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 qui modifie les dispositions antérieures de l'article IX.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 modifié, l'inspection constate que la mise en demeure concernant la conformité sur la rétention des eaux d'extinction incendie n'est plus applicable et que la mise en demeure actée par l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2024 peut être levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 7 : Eaux d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/04/2025, article 1.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité minimale de rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article IX.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié sont modifiées comme suit :</p> <p>«La capacité minimale de rétention des eaux d'extinction incendie est de 3 068 m<sup>3</sup>. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 12 avril 2024 concernant les modifications de l'installation, comportant la pièce justificative établie par un géomètre expert de la société A.L.I.D.A.D.E.S indiquant un volume total de rétention du site de 3068 m<sup>3</sup>, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Stockage extérieur

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage extérieur</p>

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/01/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges,Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article VIII.6 : sous 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]</li> </ul> <p><u>Article connexe :</u> Article VIII.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé : "Le stockage extérieur de matériaux combustibles contre les murs extérieurs des cellules est strictement interdit."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de stockage en extérieur le long des parois des cellules.</p> <p>L'inspection constate le retour à la conformité pour la prescription contrôlée : la mise en demeure afférente peut être levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 9 : Plan des réseaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges,Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les</p>

prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]

- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.6.1 (partiel) de l'annexe II : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]

Article connexe :

Point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

**Constats :**

Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 12 avril 2024 concernant les modifications de l'installation, comportant le plan des réseaux, l'inspection constate le retour à la conformité pour la prescription contrôlée : la mise en demeure afférente peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 10 : Rejets des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024

**Prescription contrôlée :**

La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]

- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.6.4 (partiel) de l'annexe II : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ; [...]

Article connexe :

Point 1.6.4 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

[...] Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.[...]

#### **Constats :**

Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 12 avril 2024 concernant les modifications de l'installation, comportant l'étude du rejet des eaux pluviales qui précise que le débit maximal de sortie du site est inférieur à 10% du QMNA5 du milieu récepteur, l'inspection constate le retour à la conformité pour la prescription contrôlée : la mise en demeure afférente peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 11 : Stockage des déchets**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 18/01/2024, article 1 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage des déchets - rétention

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2024

#### **Prescription contrôlée :**

La société ALEXANDRALOG FREN05, dont le siège social est situé au 3-5, rue St Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville, 57140 Woippy, dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les "considérants" du présent arrêté : [...]

- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.7.2 (partiel) de l'annexe II : sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

Article connexe :

Point 1.7.2 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

[...] Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la collecte des égouttures issues du reniflard du moteur de la pompe est réalisée dans un bidon positionné en extérieur du local sprinkler, désormais placé sur une rétention et protégé des eaux météoriques.  
L'inspection constate le retour à la conformité pour la prescription contrôlée : la mise en demeure afférente peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure